



Pantin le 11 Mai 2020

Circuits courts : C'est l'urgence !

Communiqué du MNLE 93 et Nord Est Parisien

Par une déforestation excessive, les activités humaines se sont progressivement et dangereusement rapprochées des grottes où vivent les chauves-souris. Le séisme économique et politique mondial aurait été déclenché par une chute de chiroptère, exaspéré par les dernières technologies et les exactions de la mondialisation pour assouvir les désirs du marché. Et puis, brutalement, nous avons été contraints de suspendre les activités comme les certitudes, invités à procéder à l'inversion des valeurs « terrestres ». En moins de 48 heures, l'essentiel des activités contribuant au réchauffement climatique se sont arrêtées, inimaginable il y a quelques semaines.

LE VIRUS A EXAUCÉ LES VŒUX SECRETS D'UNE MAJORITÉ SILENCIEUSE QUI PEINAIT À FAIRE ENTENDRE SON REFUS DE LA COURSE AU PROFIT. LE CAPITALISME EST MIS EN ACCUSATION.

Le confinement a été décrété comme une mesure d'urgence, sans que le gouvernement qui l'a imposé sache comment en sortir. Pourtant la façon dont le déconfinement s'effectuera donnera une idée assez nette de la réponse à l'enjeu politique environnemental et social des années qui viennent. Il semble bien que l'humanité ne soit pas « mûre » pour évoluer sur la bonne voie sans y être contrainte par des chocs extrêmes et externes. Encore une fois, ce sont les mobilisations collectives qui détermineront la tournure que prendront les événements.

UNE AUTONOMIE ALIMENTAIRE DE TROIS JOURS ! POUR LES GRANDES VILLES.

Cela signifie que si l'approvisionnement s'arrêtait brutalement, ce serait pour les citadins la famine à très court terme. Cette menace, dont personne - pas même les gouvernements dont le rôle est pourtant de prévoir pour gouverner - n'avait pris la mesure, devient réalité. Sous prétexte que la France possède une grande richesse agricole, le gouvernement ignore les indicateurs de risques. L'ONU, l'OMS et l'OMC déclarent que «Les incertitudes liées à la disponibilité de nourriture peuvent déclencher une vague de restrictions à l'exportation», provoquant elle-même une pénurie alimentaire sur le marché mondial. Emmanuel Macron déclarait en réponse aux inquiétudes « Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond, à d'autres est une folie ». En Ile-de-France 500 hectares de terres agricoles sont artificialisés chaque année !

LA DECISION DE FERMER LES MARCHES DE PLEIN AIR EST UN CONTRESENS.

Leur fermeture est une catastrophe pour les paysans et les paysannes et leur réseau de commercialisation, c'est aussi un dommage pour les habitants.

Supprimer les débouchés agricoles en cette période de récolte et de production (reprise de la lactation des bêtes, retour des fruits et légumes de printemps) met en grand risque la production et la distribution de proximité. Il était pourtant possible et simple de créer de bonnes conditions de protection sanitaire pour les marchés de plein air des villes de notre département. Une fois encore, c'est le choix de la grande distribution qui a été fait, et ce dans des conditions sanitaires souvent très contestables. De plus, les marchés de plein air sont souvent les seuls moyens pour des milliers d'habitants de s'approvisionner en produits frais à coût plus modeste, sans avoir des kilomètres à parcourir, sans mobiliser son véhicule.

L'un des enjeux de la période est bien de garantir la continuité de production et de la fourniture des «biens essentiels» et en particulier l'alimentation. C'est donc garantir un avenir aux cultivateurs, maraichers et producteurs de proximité, ainsi qu'aux commerces.

La stratégie « de la ferme à la fourchette » est la seule qui permette de favoriser une chaîne de production alimentaire plus respectueuse de l'environnement. Ces questions ont souvent été traitées de manière superficielle, à la limite du gadget. Aujourd'hui, il est évident que notre système a besoin de

davantage d'autonomie, il doit éviter ce qui est imposé de l'extérieur, il doit trouver ses ressources dans ses propres écosystèmes.

LA PLAINE DE FRANCE PEUT DEVENIR UN « LABORATOIRE DE LA METROPOLE NATURE, QUI PRESERVE ET VALORISE LA CEINTURE VERTE ET AGRICOLE AINSI QUE LES CIRCUITS COURTS », selon le CESER.

Contrairement aux propos de T. Dallard, président de la SGP, présentant (le 9 avril) la gare du Triangle de Gonesse comme le point d'entrée de la métropole via le Grand Paris Express, le projet défendu par le collectif CARMA, prévoyant la préservation intégrale des 670 ha de terres agricoles couplée à l'adoption d'un projet de « transition écologique permettant de créer des emplois dans des filières d'avenir et non délocalisables », est enfin reconnu.

C'est une forme de bon sens, dans ce moment très particulier, de promouvoir un cadre de vie de qualité, pour améliorer la vie des habitants de chaque commune. Il faut privilégier l'optimisation des espaces déjà urbanisés et développer des activités économiques vertueuses, économes en espace et en énergie. C'est la meilleure façon de répondre à l'urgence climatique et à la satisfaction des besoins des habitants.

La conservation intégrale des terres et la reconquête de friches et leur mise en valeur au moyen d'un projet d'économie circulaire satisfont toutes les exigences liées à l'urgence climatique et sociale. De même la création d'une filière agricole et d'une formation à l'ensemble des métiers de la transition écologique élargirait également la palette d'emplois du territoire, décrite par les gouvernants comme illusoire et peu diversifiée.

LA SITUATION NOUS RAPPELE QUE LA DIVERSITE EST LA CLE, DANS LES PRODUCTIONS ET DANS LES METHODES DE COMMERCIALISATION.

Des plateformes dédiées aux circuits courts se créent depuis quelques années pour faciliter les achats en direct à la ferme. L'avenir de notre « indépendance » alimentaire est dans ces modèles. Les collectivités locales seraient bien inspirées d'aider concrètement en favorisant l'achat et la distribution de ces produits dans les écoles, collèges, lycées et lieux publics, ne serait-ce que pour soutenir la mise en place rapide de ces filières (achats, distribution, locaux).

La confédération paysanne appelle « les acteurs publics de proximité » à prendre le relais, qu'ils contribuent à maintenir ce lien social essentiel entre le monde agricole et leurs populations, ils ont des outils et un savoir-faire sur la logistique notamment qui doit pouvoir être mobilisé »

LA MONDIALISATION EST NEFASTE.

Après 2008, nous aurions dû déjà démondialiser notre production. À l'inverse, la planète s'est embarquée dans une nouvelle phase de mondialisation capitaliste autour du concept de « connectivité ». Cette « connectivité » est devenue le principal vecteur de propagation du virus, ultra-rapide. Des machines à l'arrêt au bout du monde pour cause de virus et nous basculons instantanément dans une crise économique. La mondialisation n'est pas le chemin vers la prospérité, c'est une route vers le désastre environnemental, économique et social. Pourtant, à court terme, il n'est pas possible de démanteler les chaînes déjà en place. En raison du risque avéré de famine par la rupture des approvisionnements. Tout en les autorisant à fonctionner à court terme, il est possible de lancer dès maintenant des processus de relocalisation des productions agricoles et industriels.

C'est le troisième signal, en moins de 20 ans. Ce processus de démantèlement des chaînes actuelles (approvisionnement alimentaires et industriels) ne pourra pas être laissé aux multinationales et ceux qui les représentent. Les progressistes et la société civile détiennent sans doute la clef. Les leçons de l'histoire s'oublient facilement dès que le cours des choses nous redonne de l'assurance, la pandémie de coronavirus a créé une césure qu'il faut nourrir pour changer le monde tel que nous le connaissons.

SOYONS « PESSIMISTE AVEC L'INTELLIGENCE, OPTIMISTE PAR LA VOLONTE »